



FORUM OF GLOBAL ASSOCIATIONS OF REGIONS  
FORUM GLOBAL D'ASSOCIATIONS DE REGIONS  
FORO GLOBAL DE ASOCIACIONES DE REGIONES

6, rue Saint-Martin 35700 RENNES - F  
Tel. : + 33 (0)2 99 35 40 50 - Fax : + 33 (0)2 99 35 09 19  
e.mail : [secretariat@crpm.org](mailto:secretariat@crpm.org) - web : [www.crpm.org](http://www.crpm.org)

18 JANVIER 2010

## NOTE TECHNIQUE DU SECRETARIAT GENERAL DU FOGAR

# SOMMET DES REGIONS DU MONDE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

ALLOCUTION DE M. **CLAUDIO MARTINI**, Président du Forum des Associations de Régions, Président de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe, Président de la Toscane, PRONONCE PAR M. **JEAN-YVES LE DRIAN**, Président de la Région Bretagne

Monsieur le Président,

C'est un immense honneur de vous accueillir ici, à l'ouverture du Sommet des Régions du monde consacré à la sécurité alimentaire. S'il se réunit à Dakar c'est sur votre initiative et, au nom de toutes les organisations de Régions et des Régions des cinq continents membres du FOGAR, je tiens à vous exprimer notre plus profonde gratitude.

Peut-être cette rencontre n'aurait-elle pas eu lieu sans votre invitation. Lorsque le Bureau Exécutif du FOGAR s'est réuni à Tanger, au printemps de 2008, nous nous trouvions en plein dans les « émeutes de la faim » qui ont secoué une trentaine de pays. Et nous avons pensé que les Régions ne pouvaient rester inactives face au défi de nourrir 9 milliards d'êtres humains en 2050 ni demeurer muettes pour le milliard d'individus souffrant aujourd'hui de faim et de malnutrition. Pour l'organisation de 160 Régions européennes que je préside également, la Conférence des Régions Périphériques et Maritimes, ces sujets ne pouvaient pas être absents de la réflexion sur l'avenir de la Politique Agricole Commune européenne. Et au sein du FOGAR, à travers ses membres africains et américains, la convergence s'est faite pour entreprendre quelque chose.

Nous étions convaincus qu'une approche plus décentralisée, plus mobilisatrice des énergies locales, pouvait contribuer à ce que cet Objectif primordial du Millénaire ne reste pas une antienne, un vœu pieux, tandis que le nombre des affamés et des mal nourris continue de croître.

Et vous avez offert le lieu et le cadre de ce Sommet qui ne veut pas être un Sommet mondial de plus sur ce thème. Il revient à d'autres que les Régions, c'est-à-dire aux Etats, aux organisations continentales ou sous-continentales telles que l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ou l'Union Européenne, et aux institutions internationales, de fixer le cap stratégique et de procéder à la mobilisation des ressources adéquates. Notre ambition se veut modeste et pragmatique : nous voulons que les Régions, cet échelon décentralisé ou déconcentré des pouvoirs publics, contribuent à des résultats concrets, visibles, évaluables.

Agissant ainsi nous rejoignons ce que vous écriviez il y a 50 ans, en 1959, dans votre thèse sur l'économie de l'ouest africain : « la rationalisation de tous les efforts pourrait alors s'inscrire entre la planification au sommet et la planification régionale ». C'est bien ce mouvement pluri-décennal vers les décentralisations que nos organisations de Régions, dont l'Association des Régions Sénégalaises et j'en salue les Présidents, cherchent à accompagner à travers le FOGAR sur la base de sa déclaration fondatrice de mars 2008 « pour une participation des Régions à la gouvernance de la globalisation ». C'est le même élan qui fait envisager :

- une Plate Forme des Régions de l’Afrique de l’ouest,-et je salue le Président de la Commission de l’UEMOA, M. Soumaïla Cissé,-
- ou, encore, autour de l’Organisation Latino-Américaine des Gouvernements Intermédiaires, OLAGI, le renforcement des décentralisations en Amérique du sud. Paul Carrasco, leur Président ici présent, mène avec dynamisme cette action
- l’échange sur ce thème entre les Régions membres de l’Association Internationale des Régions Francophones présidée par M. Thierry Cornillet.

Des organisations internationales, des ensembles tels que l’Union Européenne ou l’UEMOA, et des Etats partagent maintenant ce diagnostic fondamental. Tel est le cas du Programme des Nations Unies pour le Développement et de la FAO avec lesquels le FOGAR a signé des protocoles de coopération et dont je salue les représentants, MM. Yannick Glemarec et Hafez Ghanem. Tel encore le cas des services espagnols et français de la coopération représentés ici par leurs délégués, M. Antoine Joly, M. Debrat, M. Seam et Madame Segura Martinez. Je n’omettrai pas la Commission Européenne, représentée par son Directeur Général en charge du Développement, M. Stefano Manservigi, qui a progressivement ouvert une nouvelle fenêtre de dialogue et de partenariat avec les autorités régionales et locales. Ils se sont tous vigoureusement engagés avec nous dans « une approche territoriale du développement » qui fasse de chaque collectivité territoriale et de ses forces vives les acteurs de leur insertion dans une globalisation bénéfique.

C’est sur cette base que les organisations de Régions,-et en particulier le Réseau des Gouvernements Régionaux pour le Développement Durable (NRG4SD), membre du FOGAR-, se sont battus, tout au long de l’année 2010, pour voir reconnu le rôle des autorités régionales et locales dans la lutte contre le changement climatique ; je veux saluer particulièrement M. Fernando Rei de l’Estado de Sao Paulo, Co-président de NRG4SD. Nous sommes gré aux Etats Africains et à l’Union Africaine, -plus particulièrement à vous-même, Monsieur le Président, et au gouvernement algérien-, d’avoir constamment soutenu cette orientation tout au long de la préparation du rendez-vous de Copenhague.

Pour le FOGAR, l’échec final de cette Conférence des Parties constitue l’un des motifs d’inquiétude surgis à la fin de l’année 2009, en même temps que le piétinement des discussions censées achever le cycle de Doha, ou encore la moindre vigueur du G20 dans la mise en place de règles durables capables de conjurer le retour de crises économiques et financières telles que nous venons d’en connaître.

Fondamentalement, Monsieur le Président, ces signes témoignent de l’obsolescence des mécanismes de gouvernance du monde conçus à l’issue de la Deuxième Guerre Mondiale dans un cadre d’échanges internationaux tout à fait différent.

La globalisation, qu’on le veuille ou non, est aujourd’hui l’affaire de tous, pour ses promesses comme pour ses menaces, et c’est sur ce constat qu’il convient de fonder une gouvernance renouvelée, multi-niveaux, depuis les instances mondiales jusqu’au moindre village.

Le thème de l’agriculture et de l’alimentation, qui nous réunit aujourd’hui, en est une illustration parfaite. Vous l’écriviez aussi en 1959, Monsieur le Président : »l’agriculture devient une exigence en raison de l’urgence » ! Que dire de plus sur cette urgence 50 années plus tard ?

Le Représentant Spécial de M. Ban Ki Moon pour la sécurité alimentaire et la nutrition, M. David Nabarro, et le Président d’Agropolis International, M. Bernard Hubert, ont rebrossé les défis et les enjeux que nous connaissons tous ; je les en remercie très vivement. Ce sont toutes ces institutions, et aussi le Représentant Spécial de l’ONU pour le Droit à l’alimentation, M. De Schutter, qui nous ont encouragé à répondre positivement à votre invitation et qui nous ont soutenu sans relâche tout au long de la préparation de ce rendez-vous.

J’y ajouterai encore le Comité Scientifique composé d’illustres experts des cinq continents et qui a accompagné notre réflexion : l’un de ses membres, M. Michel Foucher, a livré tout à l’heure leurs conclusions stimulantes.

A nous maintenant de contribuer à fabriquer et mettre en œuvre les bonnes réponses. Et quand je dis « nous » ce sont bien sûr tous les participants ici présents et, au-delà, les Régions qui s'invitent comme un nouvel acteur d'une mondialisation humaine, réussie.

Nous ne partons pas de rien. Les six ateliers qui se réuniront cet après-midi et demain matin montreront la diversité et la richesse des programmes et des actions en cours. Mais cela ne suffit pas ; nous ne voulons pas que ce Sommet se réduise à une succession de témoignages et de discours, d'aussi bonne qualité soient-ils. Nous avons pour ambition qu'à l'issue de cette rencontre on puisse envisager la construction d'un horizon pluriannuel d'actions coordonnées dans deux directions :

- le renforcement des capacités de chaque Région à animer, chez elle, une politique de sécurité alimentaire, dans le cadre des plans nationaux et internationaux,
- la démultiplication de coopérations entre Régions, du nord comme du sud, non pas comme une juxtaposition avec ses risques de fragmentation et de déperdition d'efficacité, mais au contraire autour d'une bonne convergence des ressources aussi bien humaines que financières.

Et nous ne souhaitons pas que ces futures actions soient « tous azimuths » mais qu'elles s'engagent dans des domaines ciblés où apparaîtra clairement la valeur ajoutée d'une approche décentralisée.

Nous ne souhaitons pas non plus que les Régions agissent seules sur leur territoire mais bien comme facilitatrices de l'activité des producteurs et de leurs organisations professionnelles, des organisations non-gouvernementales, de l'ensemble des forces sociales et, en particulier, de la moitié du genre humain, femmes et agricultrices. Ces catégories sont ici nombreuses et c'est à un dialogue avec les responsables territoriaux qu'elles sont invitées.

Pour de tels objectifs des Régions du nord et du sud sont prêtes à constituer au sein du FOGAR un noyau dur qui accompagne les développements à venir en partenariat et en dialogue avec les Etats, les organisations continentales et les institutions internationales qui estimeront que cela en vaut la peine.

Tel sera l'objet de notre dernière demi-journée entre les résultats des ateliers, les prises de paroles de responsables régionaux et la séance de conclusion par les autorités nationales et internationales.

Cette nouvelle voix des Régions dans le paysage des acteurs luttant en faveur de la sécurité alimentaire il faudra, si elle est utile, qu'elle puisse se faire entendre dans les instances nouvelles de la gouvernance alimentaire mondiale ; nous nous réjouissons, en ce sens, de la réforme du Comité de la Sécurité Alimentaire de la FAO. Notre disponibilité est entière pour contribuer à son succès en y valorisant les approches décentralisées. Je le dis plus particulièrement au nouveau Président du Conseil de la FAO, M. Luc Guyau.

Voilà le cadre tracé pour ces deux jours, Monsieur le Président.

Encore fallait-il à cet accueil une préparation soignée. Nous la devons à votre Ministre de l'Agriculture, Madame Fatou Gaye Sarr, aux services de l'Aménagement du Territoire et de la coopération décentralisée placés auprès du Ministre d'Etat, M. Karim Wade, ainsi qu'à la Région de Dakar et à l'Association des Régions Sénégalaises : que les Présidents Niang et Bakou soient plus spécialement remerciés.